COUR D'APPEL DE PARIS

DOSSIER DE CANDIDATURE À L'INSCRIPTION SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX

Madame, Monsieur,

Vous avez exprimé le souhait d'être inscrit sur la liste des enquêteurs sociaux de la cour d'appel de Paris.

Vous trouverez, ci-joint :

- le dossier à remplir,
- les textes réglementaires qui déterminent les conditions d'inscription sur la liste des enquêteurs sociaux et le statut de ces derniers.

CONSTITUTION DU DOSSIER

Le dossier de candidature à l'inscription sur la liste des enquêteurs sociaux de la cour d'appel doit être scrupuleusement rempli.

Outre la page 4 qui sera renseignée avec soin et la dernière page qui comporte une déclaration sur l'honneur à signer obligatoirement, vous voudrez bien établir, pour chacune des rubriques (1 à 9), une chemise dans laquelle vous verserez les justificatifs demandés (préciser sur chaque cote de chemise, le numéro et le titre de la rubrique concernée).

Vous classerez ces chemises cotées en respectant l'ordre chronologique de votre dossier.

Vous trouverez, en page 3, un rappel des pièces qui doivent être obligatoirement jointes à votre dossier.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe et que les services des enquêteurs sociaux des différents parquets du ressort de la cour d'appel n'interviendront pas pour vous réclamer les pièces manquantes.

ENVOI OU DÉPÔT DU DOSSIER

Le dossier de candidature sera adressé, **en deux exemplaires identiques**, par lettre recommandée avec avis de réception ou déposé contre récépissé. Le procureur de la République devant transmettre au parquet général les dossiers au cours de la deuxième semaine du mois de septembre, votre dossier devra parvenir **avant le 1er mai** de chaque année, **au procureur de la République près le tribunal judiciaire** du ressort de votre lieu de résidence ou de votre siège social, si vous candidatez en qualité de personne morale.

Votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

Monsieur le procureur de la République
Service des enquêteurs sociaux
Tribunal judiciaire de...

Vous trouverez, ci-dessous, les adresses des différents parquets du ressort.

Tribunal judiciaire d'Auxerre - 1, place du Palais de Justice, BP 39, 89010 Auxerre Cedex

Tribunal judiciaire de Bobigny - 173, avenue Paul Vaillant Couturier, 93008 Bobigny

Tribunal judiciaire de Créteil - Place du Palais, 94011 Créteil

Tribunal judiciaire d'Evry - 9, rue des Mazières, 91012 Evry

Tribunal judiciaire de Fontainebleau - 159, rue Grande, 77305 Fontainebleau

Tribunal judiciaire de Meaux - 44, avenue Salvador Allende, BP 230, 77109 Meaux Cedex

Tribunal judiciaire de Melun - 2, avenue du Général Leclerc, 77010 Melun

Tribunal judiciaire de Paris, Section AC1 - Parvis du Tribunal de Paris, 75859 Paris Cedex 17

Tribunal judiciaire de Sens - 1, rue du Palais de Justice, BP 810, 89108 Sens Cedex

LISTE DES PIÈCES A PRODUIRE

PERSONNE PHYSIQUE

☐ lettre de motivation.

☐ photocopie de la carte nationale d'identité (CNI) ou du passeport en cours de validité et, éventuellement, photocopie du titre de séjour (rubrique 1).

☐ justificatif de domicile (rubrique 2).

☐ éventuellement, justificatif de votre inscription antérieure (rubrique 3).

☐ photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères (rubrique 4).

☐ liste des publications et travaux effectués (rubrique 4).

☐ le cas échéant, la déclaration d'affiliation à l'URSSAF (rubrique 5).

☐ option pour le statut de l'auto-entrepreneur (loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'Economie) : joindre les justificatifs.

☐ pour les salariés : attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les éventuelles enquêtes.

☐ pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat : autorisation de cumul.

Le cumul d'une activité accessoire (expertises) avec une activité principale est subordonné à la délivrance d'une autorisation par l'autorité dont relève l'intéressé.
Pour obtenir cette autorisation, une demande écrite doit être faite à l'autorité compétente (décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique).

PERSONNE MORALE

☐ lettre de candidature motivée du dirigeant + état civil complet.

☐ numéro d'inscription (SIRET / SIREN).

☐ copie du récépissé délivré par l'autorité préfectorale pour les associations.

☐ fiche détaillée des activités de la personne morale.

☐ liste des publications et travaux effectués.

☐ justifications qu'elle dispose des moyens techniques et des personnels qualifiés appropriés : produire les diplômes de chaque enquêteur exerçant pour la personne morale.

☐ justification de la domiciliation dans le ressort de la cour d'appel des personnes habilitées à effectuer les enquêtes.

☐ production des statuts.

DEMANDE D'INSCRIPTION

SUR LA LISTE

DES ENQUÊTEURS SOCIAUX 2025

Décret n° 2004-1158 du 29 octobre 2004 portant réforme de la procédure en matière familiale

Décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile

Arrêté du 12 mars 2009 pris en application du décret n° 2009-285 du décret du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile

photo

*** 1ère demande**

□ OUI

□ NON (préciser les années des précédentes demandes)

.....

1. IDENTITÉ DU CANDIDAT

Nom.....

(pour les personnes mariées, nom de naissance suivi du nom d'usage)

Prénoms.....

Date de naissance.....

Lieu de naissance..... **Département ou Pays.....**

Nationalité.....

Situation de famille **□ célibataire** **□ marié(e) ou autre**

Nom du conjoint.....

Profession du conjoint.....

(joindre copie du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour)

2. ADRESSES DU CANDIDAT

*** Lieu d'exercice de l'activité d'enquêteur social**

.....

.....

Numéro de téléphone.....

Numéro de fax.....

Numéro de portable.....

Adresse e-mail.....

*** Domicile personnel**

.....

.....

Numéro de téléphone.....

MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES
QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX EN CAS D'INSCRIPTION

Nom.....

Prénoms.....

* Lieu d'exercice de l'activité d'enquêteur social

.....

.....

Numéro de téléphone.....

Numéro de fax.....

Numéro de portable.....

Adresse e-mail.....

3. DIPLÔMES ET TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS (*)

(joindre copie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères, leur traduction)

- DIPLOME MÉDIATION FAMILIALE OU EXPÉRIENCE DE LA MÉDIATION FAMILIALE (*)
- PUBLICATIONS ET/OU COMMUNICATIONS EFFECTUÉES (*)
- LANGUES ÉTRANGÈRES PARLÉES - LANGUE DES SIGNES
- PERMIS DE CONDUIRE

4. ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE (*)

* Détailler la nature des activités pour mettre en évidence le lien avec la spécialité demandée

* Pour les salariés, joindre une attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les enquêtes pendant son temps de travail

4-a Pour son compte personnel (préciser, le cas échéant, le numéro d'affiliation à l'URSSAF)

.....

4-b Pour un ou des employeurs (préciser le nom, l'adresse et la date d'embauche ; s'il s'agit d'une société ou autre personne morale, joindre un extrait K BIS et le n° d'inscription SIRET/SIREN, le récépissé de l'autorité préfectorale. Joindre également un extrait K BIS s'il s'agit de votre propre société

.....

4-c Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, joindre l'autorisation de cumul d'une activité accessoire délivrée par l'autorité dont vous relevez. Pour obtenir cette autorisation, vous devrez avoir fait une demande écrite à l'autorité compétente

.....

4-d Option pour le statut de l'auto-entrepreneur (loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'Economie)

.....

5. AUTRES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LE CANDIDAT, LES DÉCRIRE (*)

(enseignement, activités de formation, mandat associatif, autres, etc.)

.....

.....

.....

6. ACTIVITÉS ET FONCTIONS ANTÉRIEURES (*)

6-a Pour son compte personnel

.....

.....

.....

6-b Pour un ou des employeurs (préciser leurs noms, adresses et les périodes d'emploi)

.....

.....

.....

7. INDICATION DES MOYENS ET DES INSTALLATIONS DONT LE CANDIDAT PEUT DISPOSER POUR L'EXERCICE DE SA PROFESSION (*)

.....

.....

.....

8. INSCRIPTION ANTÉRIEURE

8-a Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste de la cour d'appel de Paris

☐ OUI ☐ NON

Si oui, préciser

La date d'inscription.....

Le cas échéant, la date du retrait ou de la radiation.....

(joindre une copie de la décision)

8-b Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste d'une autre cour d'appel

☐ OUI ☐ NON

Si oui préciser

La date d'inscription.....

La cour d'appel concernée.....

Le cas échéant, la date du retrait ou de la radiation.....

(joindre une copie de la décision)

9. EXPÉRIENCE D'ENQUÊTEUR SOCIAL (*)

Nombre d'enquêtes effectuées à la demande d'une juridiction

9-a Pour son compte personnel.....

9-b Pour le compte d'une association (préciser son nom et son adresse).....

Bien vouloir indiquer la nature de la juridiction et joindre la liste des affaires en indiquant la date de la mission et le numéro d'identification de la procédure (répertoire civil ou numéro parquet) ainsi que le nom du mandataire. Remplir l'imprimé "état des enquêtes sociales".

(*) Ce document est une trame à suivre. Le cas échéant, constituer des sous-côtes.

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e)..... certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du procureur général près la cour d'appel de Paris, Service des experts et des enquêteurs sociaux, 34 quai des Orfèvres, 75055 Paris Cedex 01, toutes modifications susceptibles d'intervenir dans ma situation.

En outre :

- j'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes moeurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, retrait d'agrément ou d'autorisation,

- j'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du code de commerce,

- j'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article 2 du décret n° 2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile,

- et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'enquêteur social avec diligence et à réaliser moi-même les enquêtes qui me seront confiées.

Fait à ....., le.....

Signature

ETAT DES ENQUÊTES SOCIALES ENTRE LE 1er JANVIER 2019 ET LE 31 DÉCEMBRE 2023

Cet état à remplir s'établit en deux parties distinctes

I- Les enquêtes sociales déposées

II- Les enquêtes sociales non encore déposées

Doivent figurer par ordre chronologique, les enquêtes sociales ordonnées entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023, ainsi que les enquêtes ordonnées antérieurement mais ayant donné lieu à un dépôt entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023.

Nom ***Prénom***	
Coordonnées ***(adresse, tél, fax, mail)***	
Date d'inscription	

Etat récapitulatif de l'activité 20.. :

(CADRE A REMPLIR IMPÉRATIVEMENT)

Nombre d'enquêtes sociales ordonnées	
Nombre d'enquêtes sociales déposées	
Nombre d'enquêtes sociales en cours ***au 31 décembre 2023***	
Nombre d'enquêtes sociales déposées dans les délais impartis	

I- Etat détaillé des <u>enquêtes sociales déposées</u> entre le 1er janvier 2019 et le 31 décembre 2023

Juridiction et nom du magistrat mandant	***N° répertoire civil ou n° parquet et nom des parties***	***Date de la décision***	***Délai imparti pour le dépôt de l'enquête***	***En cas de prorogation(s) délai(s) imparti(s) et date(s)***	***Date de dépôt du rapport définitif***	***Observations notamment état des diligences et date approximative prévue pour le dépôt de l'enquête, etc.***
TJ	***RG***					
TJ	***RG***					

II- Etat détaillé des <u>enquêtes sociales en cours</u> au 31 décembre 2023

Juridiction et nom du magistrat mandant	***N° répertoire civil ou n° parquet et nom des parties***	***Date de la décision***	***Délai imparti pour le dépôt de l'enquête***	***En cas de prorogation(s), délai(s) imparti(s) et date(s)***	***Observations : notamment état des diligences et date approximative prévue pour le dépôt de l'enquête, etc.***
TJ	***RG***				
TJ	***RG***				